



Edito

BON, IL FAUT BIEN COMMENCER PAR QUELQUE CHOSE

Oui mais par quoi et pour-quoi ? Difficile avec cette météo incertaine, instable, capricieuse ou encore tumultueuse d'avoir une idée de ce qui pourrait se passer les jours ou semaines prochains et quelles décisions prendre afin de se protéger des aléas en tout genre. Difficile de se projeter en une quelconque attitude à adopter puisque ladite attitude ne sait même pas où elle en est. Ce temps incertain serait comme une définition temporelle ou alors très construite de nature ?

La dernière variante est très certainement la plus plausible. Regardons les propositions du gouvernement qui se maintient dans la division de la population, qui fait la part belle aux rétrogrades et réformistes de tous bords, tente de conforter les réfractaires à cette casse inégalée comme des briseurs de démocratie, des anti-républicains et des vilains pro dictatures, et qui, dans le même temps conforte les droites extrêmes comme des gens raisonnables, propres sur eux avec une légitimité sociale qui ne serait pas à remettre en doute.

Ce gouvernement, entouré des sociaux-démocrates, avec la complicité de la Commission Euro-

péenne et le patronat aux manettes, consacre énormément d'énergie pour affaiblir les institutions afin de les changer en profondeur. Regardons la déclaration de la chienne de garde macroniste qu'est la présidente de l'Assemblée nationale et tout semble plus clair.

Puisque les débats sont trop longs (et là l'adage n'a plus de sens) il faudrait limiter les interventions. Ah oui ce serait effectivement plus simple mais dans quels buts inavoués ? Faire du moins bon pour trouver une majorité de cœur avec certains sur un dénominateur idéologique commun qui laissera des millions de personnes sur le carreau au profit des mêmes.

Et les mêmes, nous les connaissons, ils sont adhérents au Medef ou à la CPME et pleurnichent à longueur de journée pour exiger, comme dans d'autres pays, une coalition politique, un attelage, une organisation du consensus et du compromis afin de stabiliser le pays et surtout l'économie.

L'équilibre imploré de leurs vœux n'aurait de sens que si le gouvernement répondait aux

.../...

Sommaire :

Edito : Bon, il faut bien commencer	P. 1 & 2
La guerre dans toutes les têtes...	P. 2
500e Bulletin de l'UD	P. 3 à 8
– Trésors de nos archives	
– Bulletin de l'Union Départementale	
– Propagande ou communication ?	
Tract UD - Journée d'actions 02/12	P. 9 & 10



AGENDA



Spécial 500ème Bulletin d'Information de l'UD

Grève & Manifestations Le MARDI 2 DÉCEMBRE

Lieux et horaires
sur le tract de l'UD pages 9 & 10

seules exigences de la classe bourgeoise, la caste rentière, celle qui dit que les gueux "méconnaissent la vie économique" et qu'il n'existe "pas d'employés sans employeur".

Cette baronnie perpétuelle nous vole nos vies, notre force de travail et nos pensées. Le mépris de classe n'a pas de visage, pourtant nous pouvons aisément tous les reconnaître. Malgré les efforts connus dans l'histoire pour tenter de s'en débarrasser, les accros du pouvoir économique arrivent toujours à s'en tirer puisqu'une certaine élite politique s'attache à les faire renaître et prospérer davantage.

Dans le même temps, les lamentations patronales trouvent quand même des oreilles attentives dans le corps social. Malgré la décision temporaire du Medef de ne pas participer au "conclave bis", nous voyons bien que quelques syndicalistes qui prônent la compromission, le rapprochement capital/travail, qui rêvent d'une classe sociale unique basée sur les constats partagés dans les entreprises, se retrouvent orphelins de père et de mère.

Il est vrai qu'il est ennuyeux de ne pas avoir l'aval du capital lorsqu'ils demandent la retraite par points et par capitalisation, qu'ils acceptent toutes directions prises pour finir de casser la Sécurité sociale ou encore les services publics. Et que dire quand ils valident tous les mauvais coups dans les conseils de caisse de la Sécu, dans les Comités Sociaux et Economiques ou qu'ils proposent et portent eux-mêmes la régression sociale ?

Vous avez dit syndicaliste ? Non ! Ce sont des porteurs d'eau qui détruisent la classe ouvrière. Ils sont utiles aux patronat et nuisibles pour la conquête sociale.

Bon courage, les Camarades, il en faut.

Sébastien MARTINEAU
Secrétaire Général

LA GUERRE DANS TOUTES LES TÊTES... PAS DANS LES NÔTRES.

La sortie extrêmement médiatique du Chef d'Etat Major des Armées lors du congrès des Maires de France a suscité une vague de réactions hostiles à la vision guerrière que peuvent avoir Macron, quelques dirigeants de pays européens ainsi que de la Commission européenne.

Dans ces propos, annoncer qu'il faudrait se préparer à "perdre nos enfants" d'ici quelques années signifierait admettre qu'il y aurait un conflit sur notre territoire et donc des militaires engagés dans des combats et principalement des pertes civiles. Mais qui est-il et quel mandat possède cet individu pour nous convaincre que ce qu'il dit serait une vérité absolue ? La guerre partout, la paix nulle part.



Aucun, si ce n'est une stratégie pour la guerre "cognitive". Nous sommes entrés dans une stratégie élaborée depuis une dizaine d'années (probablement plus) qui consiste à ce que les militaires et leurs idées prennent une place prépondérante dans tous les domaines de notre quotidien. La guerre en Ukraine, certains conflits en Afrique, la Chine et Taiwan, le génocide palestinien, le narco trafic au Venezuela plus une attaque de la Russie amènent une rhétorique sur l'acceptation inéluctable d'une guerre ici.

C'est une stratégie qui porte un second principe : "l'arsenalisation" des consciences, des esprits et surtout de la "masse la plus faible". Ce n'est pas nous qui le disons mais bien les militaires eux-mêmes.

Cet endoctrinement doit se faire avec tous les moyens mis à disposition de l'ensemble des pouvoirs publics et piloté par des pouvoirs supplémentaires pour les préfets et les préfets de Régions. C'est une armada publique mise au profit du pouvoir militaire et des industries d'armement.

Nous n'irons pas plus loin dans ce texte mais nous vous communiquerons très prochainement le résultat du travail que certains camarades ont engagé depuis un mois et demi.

Le capitalisme est en crise depuis bien trop longtemps pour qu'il ne pense pas au pire... pour nous.

*Ceux qui aiment la paix
doivent apprendre à s'organiser aussi efficacement
que ceux qui aiment la guerre.*

Martin Luther King

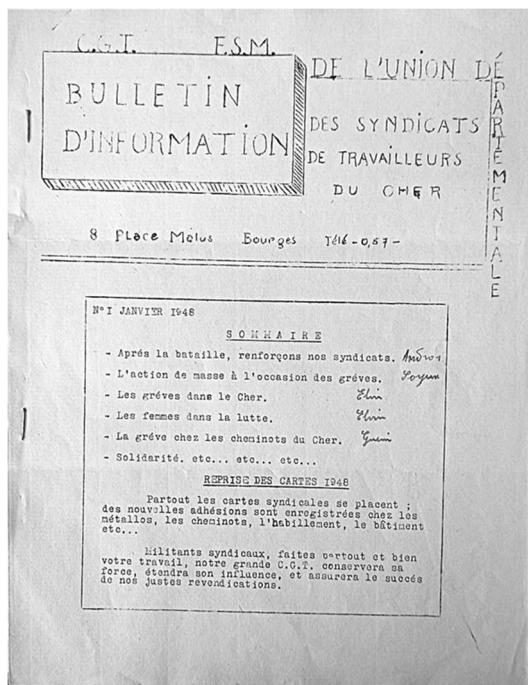
500ème BULLETIN D'INFORMATION de l'UD du CHER

TRÉSORS DE NOS ARCHIVES

Une visite aux Archives départementales nous a permis de retrouver quelques exemplaires du bulletin de l'UD.

Vous en trouverez la reproduction dans les pages suivantes.

**LE BULLETIN EST BIEN PLUS ANCIEN QUE NE LE LAISSE SUPPOSER
LE NUMÉRO 500 DE CETTE ÉDITION.**



Le plus ancien exemplaire retrouvé date de janvier 1948.

Il est fait à la main pour son titre et tapé à la machine à écrire pour les articles.

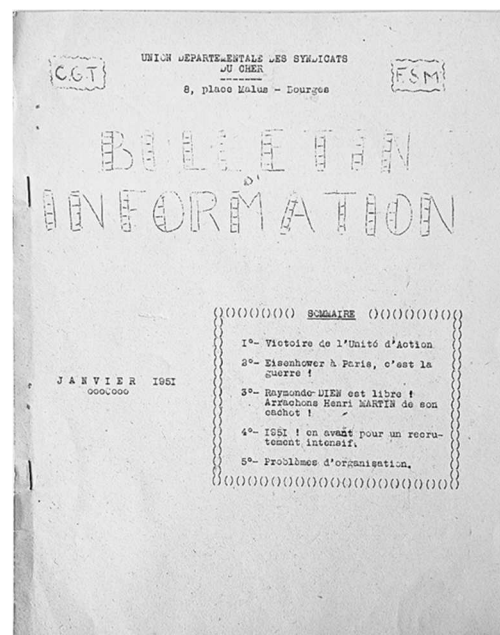
Il porte le numéro 1, mais à quoi correspond ce numéro ? Est-ce le premier de ce titre ou bien est-ce le premier numéro de l'année 1948, ou encore le premier après la Libération, impossible de connaître exactement le sens de ce chiffre.

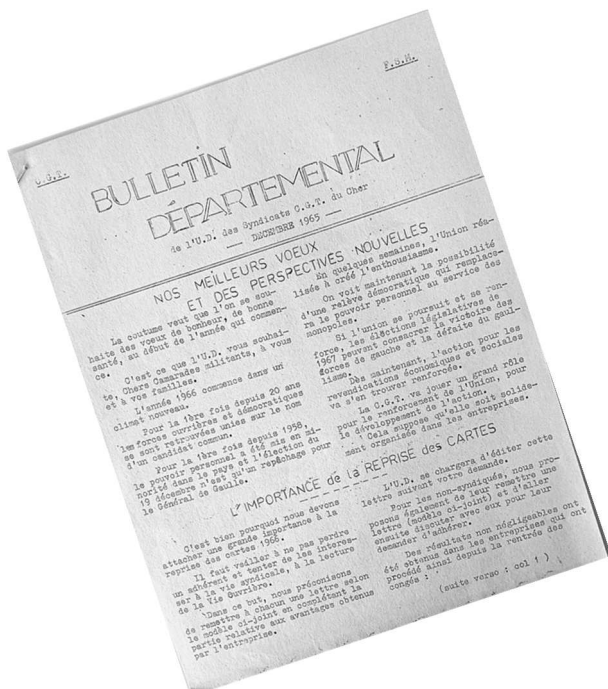
Le sommaire de ce numéro nous montre que ce bulletin est résolument tourné vers la situation dans notre département : renforçons nos syndicats, les grèves dans le Cher, la grève chez les cheminots du Cher. Parmi les auteurs des articles, on retrouve Jean Andros (1903-1982). De fin 1943 à début 1944, il fut chargé de reconstituer l'UD-CGT clandestine. Il fut secrétaire de l'UD de 1959 à 1962.

Le numéro suivant que nous avons retrouvé date de janvier 1951.

Il ne comporte pas de numéro ; le sommaire semble porter essentiellement sur l'actualité nationale et même internationale.

Est-ce un choix éditorialiste ou est-ce, déjà, un manque d'auteurs d'articles ?...





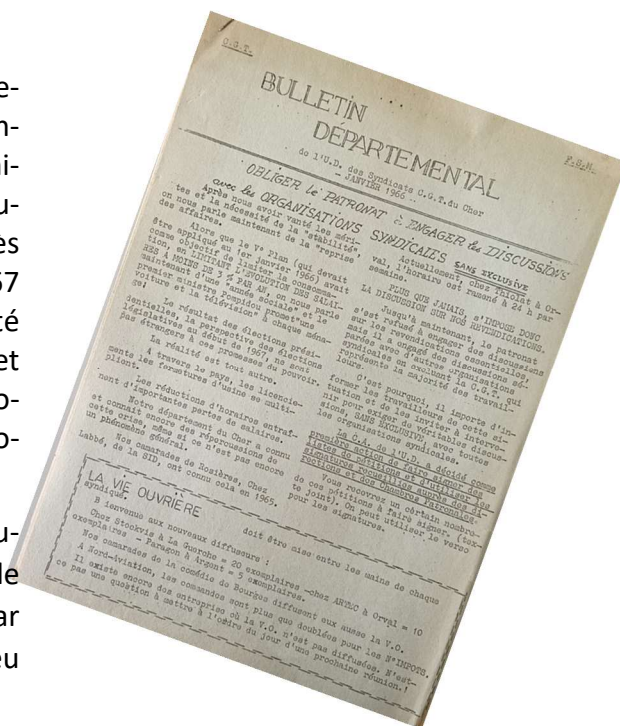
Le suivant date de décembre 1965. Pas de sommaire, ni numéro. Dès la première page (la couverture en quelque sorte), deux articles.

Le premier présente les vœux aux militants et leur famille. Il est très politique en évoquant la réélection de De Gaulle le 19 décembre 1965 et la perspective des élections législatives à venir en mars 1967.

Dans la deuxième partie, il s'agit du renforcement de notre syndicat. D'abord en conservant nos adhérents par la remise de leur carte pour la nouvelle année (habitude qui s'est hélas perdue au fil du temps sauf quelques rares exceptions). Mais aussi, en travaillant à trouver de nouveaux adhérents.

Dans le numéro de janvier 1966, l'édito évoque en premier la situation politique en France. L'élection présidentielle qui a eu lieu pour la première fois au suffrage universel les 5 et 19 décembre et où De Gaulle s'est retrouvé en ballottage alors qu'il pensait être largement élu dès le premier tour et la perspective des législatives en 1967 force le gouvernement à changer de ton. Mais la réalité est tout autre avec, déjà, des licenciements en masse et des salaires qui diminuent du fait de réductions d'honoraires. Pour aller à la rencontre des travailleurs, l'UD propose de faire signer une pétition aux travailleurs.

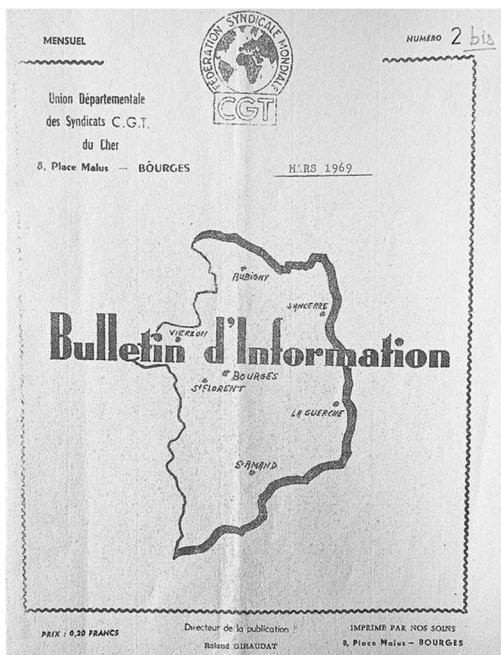
Un encart rappelle que la diffusion de la VO (Vie Ouvrière) est un acte militant important pour la diffusion de nos idées, de nos analyses et de nos revendications, car rappelons qu'à l'époque le journal est diffusé sur le lieu de travail par des militants (les diffuseurs).



Le numéro de mars 1969 montre un grand changement, il y a une vraie couverture avec un dessin du département sur lequel sont notées les sept villes ayant une union locale (Aubigny, Bourges, La Guerche, Saint-Amand, Saint-Florent, Sancerre et Vierzon).

Dans ce numéro, une large place est faite à la Conférence départementale de la main-d'œuvre féminine qui doit avoir lieu le 19 avril 1969 à Bourges.

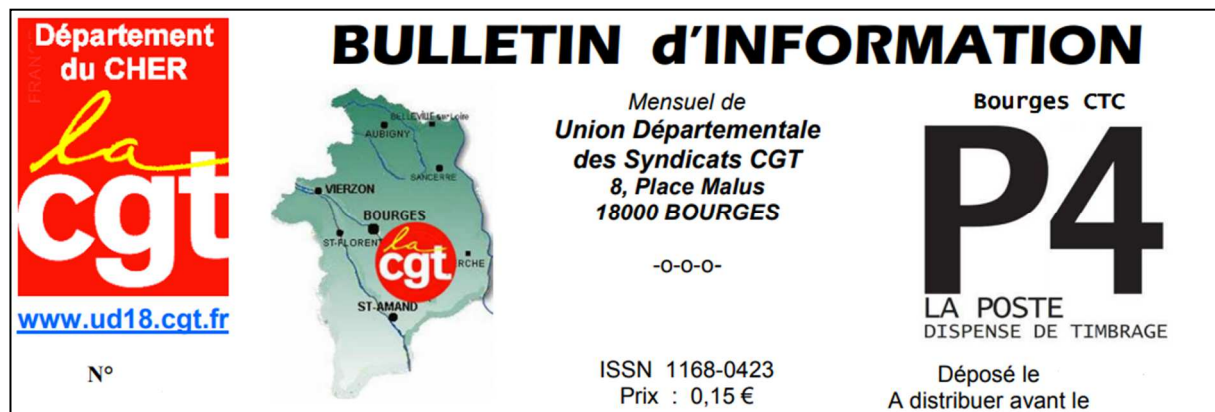
Il porte un numéro, le 2 bis, ce qui laisse supposer que le numéro 1 du bulletin, tel qu'on le connaît, serait de janvier 1969. Mais on peut douter que ce soit véritablement le début du bulletin d'aujourd'hui. En effet, si le n° 1 était en janvier 1969 et à raison de onze numéros par an, nous en serions à bien plus que 500. D'après nos calculs, nous serions plutôt en ce mois de novembre 2025 au numéro 627 ...



La numérotation telle qu'elle existe aujourd'hui (n° 500 en novembre 2025), laisse penser que le numéro 1 serait lié à l'attribution par la Commission paritaire des publications et agences de presse (CPPAP) d'un certificat, sans doute vers l'année 1980. Ce certificat est indispensable pour bénéficier de tarif préférentiel à la Poste, tarif destiné à favoriser la diffusion de la presse écrite. Il impose toutefois des contraintes, comme une diffusion très régulière, pour ce qui nous concerne de onze numéros par an.

La première page du bulletin actuel reprend le dessin de la carte du Cher, un peu moins stylisée qu'en 1969, mais où figure toujours le nom des sept unions locales. On y trouve également les mentions obligatoires qui permettent de bénéficier du tarif presse pour son envoi au domicile des adhérents.

Catherine Fourcade



Département du CHER
la cgt
www.ud18.cgt.fr
N°

BULLETIN d'INFORMATION

Mensuel de
**Union Départementale
des Syndicats CGT**
8, Place Malus
18000 BOURGES

-0-0-0-

ISSN 1168-0423
Prix : 0,15 €

Bourges CTC
P4
LA POSTE
DISPENSE DE TIMBRAGE
Déposé le
A distribuer avant le

BULLETIN DE L'UNION DÉPARTEMENTALE

*Petite rétrospective de mise en page du Bulletin,
que les moins de 50 ans ne peuvent pas connaître*

Outre les articles écrits par les secrétaires, les membres du bureau de l'UD, d'unions locales et/ou syndicats (ce qui est toujours le cas actuellement), les moyens de reproduction des tout premiers bulletins de l'UD s'effectuaient en fonction du matériel de l'époque.

Dans les années 1960 à 1980, la saisie des articles s'effectuait sur un support appelé stencil : perforation sur une matrice insérée dans la machine à écrire (sans ruban encreur). Ce stencil s'adaptait ensuite sur une ronéotypeuse actionnée à l'aide d'une manivelle et par la suite automatique.

Si le stencil ne se déchirait pas (auquel cas il fallait retaper la page entière), si l'encre ne débordait pas... les tirages de chaque page A4 recto-verso prenaient plusieurs heures.

Auparavant il fallait éditer l'adressage de chaque destinataire militant-e (environ 1.500 dans les années 1970) à l'aide d'une machine à alcool avec des fiches nominales cartonnées et perforées qu'il fallait refaire de temps en temps.

Ces deux étapes effectuées arrivaient le fastidieux travail d'assemblage, agrafage, pliage et la mise sous bande ou sous enveloppe.

Donc chaque mois, l'exécution du Bulletin occupait 2 à 3 jours minimum la secrétaire administrative.



S'il y a eu une grande avancée dans l'évolution des nouvelles technologies, celle de la bureautique en a été une particulièrement appréciée par des millions de secrétaires administratives.



En 1985, sous l'impulsion de Jean- Claude Vatan, secrétaire général, l'Union départementale du Cher s'est dotée de nouveaux outils : ordinateurs et pour remplacer la ronéo, il est décidé de s'équiper d'une offset : machine à reproduire des documents en très grand nombre et surtout à grande vitesse et en couleur (matériel utilisé en imprimerie). Pour l'utiliser, j'ai effectué une formation d'une semaine à Paris.

La petite salle du bas va donc se transformer en imprimerie et les deux secrétaires administratives en conductrices offset (métier à part entière) avec blouse, clés à molettes, encre et bruit assez intense.

L'UD éditait en grande partie les tracts des unions locales et certains syndicats, selon les évènements à 30 ou 50.000 exemplaires.

Le Bulletin de l'UD apparaît désormais en format A3 et l'achat d'une plieuse a donc été nécessaire. Lorsque le temps le permettait, le bulletin a été édité en couleur, mais cela nécessitant plusieurs passages, le concept a été abandonné.

En 1996, les finances de l'UD sont catastrophiques et l'une des secrétaires a vu son contrat de travail modifié. De fait il n'était plus possible alors pour une seule personne d'utiliser ce matériel complexe. Cette offset a donc été remplacée par un duplicopieur moins imposant et plus aisé d'utilisation.



Afin de réduire considérablement la mise sous plis du bulletin, une excellente idée a été émise, à savoir : convier quelques retraités volontaires pour effectuer ces tâches. Depuis quelques années donc, le Bulletin de l'UD que vous recevez encore par la Poste, est encarté, plié, étiqueté en moins de 3 heures, avec comme chef d'orchestre Muriel, et parfois en fin de travail ... le verre de l'amitié.

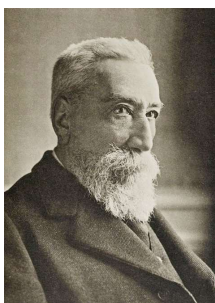
À l'aube de ce 21ème siècle, les moyens de communications évoluant rapidement, il est fort probable que d'ici quelque temps ce Bulletin d'Information soit adressé par mail ou autre moyen.

Aujourd'hui déjà, il est consultable chaque mois sur le site internet de l'UD.

P.B.

Salariée de l'UD du Cher de 1972 à 2014

& La maxime du mois &



***NE PERDONS RIEN DU PASSÉ.
CE N'EST QU'AVEC LE PASSÉ QU'ON FAIT L'AVENIR.***

ANATOLE FRANCE

PROPAGANDE OU COMMUNICATION ?

Depuis sa création, la CGT a toujours fait de la communication un outil indispensable à la lutte. À son origine et pendant très longtemps, notre syndicat, comme les autres, utilisait le mot *propagande*. Mais depuis quelques décennies déjà, on parle de communication. Pourquoi ce changement de vocable ?

Le dictionnaire de l'Académie française nous apprend que le mot *propagande* trouve sa source au XVII^{ème} siècle. Il est emprunté du latin *propaganda*, tiré de l'expression *Congregatio de propaganda fide*, « Congrégation pour la propagation de la foi ». La définition donnée est « Ensemble des actions et des moyens mis en œuvre pour répandre et faire prévaloir une idée, une opinion, une doctrine. *Faire de la propagande pour un parti politique. La propagande électorale, gouvernementale.* »

Cette idée fondamentale que la propagande sert à propager une idée, une opinion voire une doctrine va peu à peu se perdre dans un sens très péjoratif au cours du XX^{ème} siècle. Il faut dire que les hommes politiques et surtout les leaders de gouvernements, souvent totalitaires, vont abuser de la propagande non plus pour propager des idées mais pour endoctriner les populations et par-là contrôler la société pour servir leurs intérêts.

Si la pandémie qui ravage le monde en 1918-1919 porte le nom de *grippe espagnole*, ce n'est pas parce qu'elle est apparue dans ce pays ; c'est parce que les pays en guerre touchés par la maladie

(France, Grande-Bretagne, USA, Allemagne notamment) censurent les informations pour ne pas dégrader le moral des troupes. Seule la presse espagnole en parlera quand elle arrive dans le pays.

L'existence sous le Troisième Reich d'un Bureau de la propagande sous la direction de Joseph Goebbels comme « ministre de la propagande »

contribue durant la seconde moitié du XX^e siècle à renforcer l'image négative du terme.

Et bien sûr, comment ne pas se souvenir de la pro-

pagande outrancière de Pétain et du régime de Vichy.

En France, syndicats et partis politiques continueront à utiliser ce mot jusqu'à la fin des années 70. Mais peu à peu le mot *communication* va le remplacer.

Et le mot *communication*, que signifie-t-il ? C'est beaucoup plus complexe, d'ailleurs toujours dans le dictionnaire de l'Académie, la définition est beaucoup plus longue.

Il a d'abord le sens de *transmission*, en juridique (communication des pièces), en physique (la communication de la roue à la meule du moulin). On donne *communication d'une chose à quelqu'un* et

par métonymie, l'information, le renseignement que l'on donne sont appelés aujourd'hui *communications* (j'ai une communication importante à vous faire).

Le mot a aussi le sens d'être ou d'entrer en relation avec quelqu'un ou quelque chose (il prétend être en communication avec les esprits).

Il définit aussi le moyen de relier des personnes ou des collectivités entre elles (communication téléphonique, communication d'une entreprise pour se faire connaître, les métiers de la communication, ...)

Enfin, il s'utilise aussi au sens de passage d'un lieu à un autre (une porte fait communiquer deux pièces) et bien sûr tout ce qu'on appelle les *voies de communications* (chemins, routes, voies de chemin de fer, etc.)

Alors, *propagande* ou *communication* ?

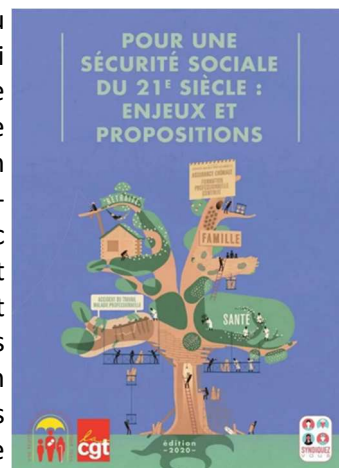
Si comme beaucoup, le mot propagande ne me fait pas peur, il faut bien admettre que sa connotation péjorative et donc négative l'a clairement emporté aujourd'hui. Et puis, si nous voulons dénoncer l'utilisation des médias aux mains des capitalistes comme Bolloré, Arnault et con-



Quotidien Le Matin - 7 juillet 1918



Affiche 1940
musée de l'Armée, Paris



sorts, nous ne pouvons qu'employer ce mot de propagande. Car leur but est bien d'endoctriner les gens, leur faire accepter des idées pourtant contraires à leurs intérêts. D'ailleurs certains, dont je suis, pensent que la publicité est une forme de propagande et participe largement à l'endoctrinement de masses

À la CGT, quand nous communiquons, c'est pour propager nos idées, nos propositions mais toujours dans l'intérêt des salariés, de leur famille, de l'avenir. Nous ne cherchons pas à les endoctriner en leur imposant des règles de pensée ou de con-

duite. Au contraire, nous avons la culture du débat, des échanges ; nous respectons chacune et chacun dans ses particularités, dans ses idées (dans le respect de nos valeurs bien entendu).

La construction des revendications se fait toujours en rencontrant les salariés, en les écoutant, en débattant avec eux ; en un mot en communiquant avec eux !

Catherine Fourcade

Membre de la CE de l'UL de Bourges, de l'UD du Cher, du Conseil départemental et du bureau de l'USR du Cher



L'Union départementale a toujours fait de la diffusion d'informations un élément essentiel de la lutte. En direction des travailleurs en général avec les tracts bien sûr et de nos jours la mise en ligne du bulletin sur le site de l'UD.

Le Bulletin de l'UD s'adresse à tous nos militants et est envoyé chaque mois (sauf en août) à leur domicile par voie postale.

Mais d'autres publications ont jalonné notre histoire. Parmi elles, citons Le Travailleur du Cher.

Ci-dessous, vous trouverez la reproduction du Bulletin de liaison, autre publication, de mars 1968. Il annonce le Festival de la jeunesse organisé par la CGT qui doit avoir lieu les 17, 18 et 19 mai à Pantin (Seine-Saint-Denis). Finalement, face aux événements, ce festival sera suspendu le 17.

À ce propos, Maurice Renaudat (secrétaire de l'UD du Cher de 1967 à 1984) nous avait raconté, à l'occasion du cinquantenaire de Mai 68, une anecdote. Devant assister à une réunion préparatoire à ce festival à la Conf, il devait prendre un train vers 7h. Devant la précipitation des événements, il décida de convoquer avant son départ une CE exceptionnelle à 4 heures du matin. La CE s'est tenue, les camarades de la CE étant bien présents. Petite leçon, non ?





ALLONS CHERCHER CE QU'ILS NOUS VOLENT.

**NOUS CRÉONS LES RICHESSES...
ELLES NOUS APPARTIENNENT.**

8 Place Malus
18000 Bourges
Tél : 02 48 21 24 79
cgt.ud.cher@wanadoo.fr
[site : www.udcgt18.fr](http://www.udcgt18.fr)

GREVE & MANIFESTATIONS **LE MARDI 2 DÉCEMBRE**

Jamais notre pays n'a été aussi riche et il le sera encore. Pour autant, la précarité et la pauvreté ne font qu'augmenter et mettent énormément de travailleurs, de retraités, de chômeurs ainsi qu'une grosse partie de la jeunesse dans des situations sociales très critiques.

500 familles les plus riches possèdent 40 % du revenu national

Oui. Par leur force de travail les travailleurs exclusivement créent les richesses. Ajoutons les pensions de

retraite comme l'ensemble des allocations qui participent à la création de valeurs et le tout alimente financièrement le budget de l'Etat comme celui de la Sécurité sociale.

Mais il existe un bémol de taille. **Nos richesses sont captées par la bourgeoisie possédante. Le patronat et les actionnaires nous volent ce qui nous revient de droit** et nous octroient l'aumône salariale en guise de charité.

Ils imposent des politiques de réduction des prestations retraites et sociales, exigent des coupes budgétaires pharaoniques dans les services publics, dans les collectivités, sur le système de santé publique comme pour l'éducation.

211 milliards d'aides publiques aux entreprises = 1^{er} budget des dépenses de l'Etat

Ils revendiquent la suppression de milliers de postes de fonctionnaires afin de

pouvoir privatiser des pans entiers de services qui font le bien commun. **Tout doit être marchand afin d'engendrer des profits supplémentaires**, comme si les propriétaires des grands

groupes ne se gavaient pas suffisamment. Ils n'en ont jamais assez.

Ils veulent moins voire plus du tout d'impôts pour leur classe mais profitent allégrement de ceux des classes sociales qui ne peuvent y pas échapper ni défiscaliser.

Presque 100 milliards de dividendes en 2024 :
+ 50 % en 5 ans

Moyenne d'augmentation annuelle des salaires : + 0,5 %

Leur dogme, c'est la réduction drastique des salaires bruts, vous savez

"les fameuses charges sociales" sur lesquelles il n'y pas de discours assez durs pour les supprimer totalement. **En supprimant les cotisations sociales**, le patronat s'attèle frontalement à une réduction massive de nos salaires, au financement de la protection sociale et de l'assurance chômage.

En supprimant les cotisations sociales, le financement solidaire des retraites comme de l'assurance maladie passe par la capitalisation, la TVA, les mutuelles et les groupes de prévoyance ou l'assurancielle. **C'est la privatisation individuelle de nos droits communs.** C'est le transfert de notre production de richesses sur la consommation et l'impôt le plus injuste qui soit.



Mai 2025
381 plans de licenciement
Environ 300 000 emplois
en moins

Nous exigeons que
la valeur que nous
produisons nous
revienne :

- Par l'augmentation massive de nos salaires, nos retraites, des indemnités chômage et des minima sociaux
- Par un budget pour l'Etat et la Sécurité sociale qui développe l'ensemble des services publics et notre système de santé public
- Par l'arrêt immédiat de toutes les aides publiques aux entreprises
- Par l'arrêt immédiat de tous les licenciements et la mise en place par les travailleurs eux-mêmes d'une véritable planification industrielle et écologique

- Par l'arrêt immédiat du financement d'armement pour obéir à l'Otan et aux chefs de guerre européens

Nous avons les moyens d'obtenir ces revendications et bien plus encore.

Les travailleurs détiennent la capacité de changement par le rapport de forces et la grève.

Taux de chômage = 7,7 %

C'est près de 6,5 millions
personnes

Nous ne devons plus subir mais obtenir le changement de société.

Le capitalisme est l'origine de nos problèmes, détruisons-le pour vivre mieux et autrement.



Bourges, le 24 novembre 2025



TOUS EN GREVE ET EN MANIFESTATIONS



BOURGES : 14h00 - Place Séraucourt
VIERZON : 10h30 - Place Jacques Brel
SAINT-AMAND : 10h00 - Place Jean Girault
SAINT-FLORENT : 10h30 - Place de la République
LA GUERCHE : à NEVERS